

*Le budget—M. Crouse*

L'attitude du gouvernement me rappelle celle d'un prétendant qui n'a nulle envie de se marier. Mais il est prêt à promettre mer et monde à la jeune fille pour qu'elle se montre gentille envers lui. Je crois que les Canadiens verront clair dans le petit jeu du gouvernement et qu'ils s'apercevront que ce budget n'est rien d'autre qu'un bouquet de fleurs en papier. A la première occasion, ils repousseront les avances de ce soupirant et ses belles promesses, en faveur d'un meilleur parti et d'un chef qui sauront assurer leur avenir.

Les propriétaires et les acheteurs de maisons n'ont guère de motifs de reconnaissance. La spectaculaire attention que l'on porte soudain à ce groupe de Canadiens arrive simplement plusieurs années trop tard. Que faisait le gouvernement quand les taux hypothécaires battaient tous les records à 20 ou 22 p. 100? Cette crise a semé le désarroi dans les ménages canadiens de l'Atlantique au Pacifique.

Pour évaluer la politique économique du gouvernement, il faut tenir compte de la conjoncture actuelle et des perspectives d'avenir. Quoique le ministre ait tenté dans son budget de présenter la situation sous l'éclairage le plus favorable, la réalité est extrêmement sombre, comme le démontrent tous les principaux indicateurs. En fait, la reprise économique a commencé à ralentir avant même que nous ayons rattrapé le terrain perdu pendant la récession.

Le ministre a fait ressortir l'importance de la confiance qui est essentielle, d'après lui, pour que ses mesures soient efficaces. Je suis d'accord avec lui. A mon avis, la confiance doit se fonder sur un bilan favorable; on ne peut la gagner par des promesses fumeuses et à long terme. Le ministre a distribué libéralement les promesses à tout propos, mais il a totalement négligé beaucoup de problèmes économiques dont souffrent nos régions désavantagées.

Par exemple, le budget ne prévoit absolument rien pour remédier au sort de nos pêcheurs indépendants qui gagnent péniblement leur vie sur les côtes de l'Atlantique. Nulle part dans le budget on ne trouve la moindre allusion à ces pêcheurs et aux exploitants de nos petites entreprises indépendantes de transformation du poisson. Or, la fragile économie de beaucoup de localités repose uniquement sur la prospérité d'une seule usine et d'un groupe de pêcheurs qui alimentent cette usine et qui doivent prendre suffisamment de poisson pour la rentabiliser. Je sais que vous connaissez le problème, monsieur le Président, car il y a des usines de ce genre dans votre circonscription. Le budget n'en souffle mot.

Dans ma province, la Nouvelle-Écosse, où les citoyens luttent depuis des mois pour conserver leur industrie, beaucoup d'exploitants indépendants ont énormément de difficultés à obtenir du crédit pour financer leurs activités. Le secteur bancaire qui semble si souvent indifférent aux besoins des provinces de l'Atlantique et des localités de ces provinces a réduit dans certains cas de 50 p. 100 les sommes que les pêcheurs empruntent pour pouvoir continuer à exploiter leur entreprise. C'est qu'il trouve que les risques à l'heure actuelle sont trop grands.

Certains pêcheurs risquent quant à eux de faire faillite et de perdre leur gagne-pain. C'est à leur égard que le gouvernement devrait au moins faire preuve de compassion. Et pourtant l'exposé budgétaire ne renferme pas un traitre mot à l'adresse de ce secteur essentiel.

Quand le temps presse, ce n'est pas la perspective d'un avenir meilleur «au pays de Lalonde le gaffeur» qui pourrait consoler ces gens-là.

Si nos pêcheurs dépensent tellement plus pour le carburant, ce n'est pas uniquement par suite des mesures qu'a prises le gouvernement, mais parce qu'ils doivent s'aventurer toujours plus au large dans l'espoir de trouver du poisson. Les pêcheurs des provinces de l'Atlantique et vraisemblablement aussi ceux des provinces centrales et de la Colombie-Britannique auraient accueilli avec enthousiasme l'annonce d'une aide concrète sous la forme d'une subvention ou d'un abattement fiscal. Une aide comme celle-là aurait bien plus contribué à la relance de l'ensemble de l'économie que les millions dont le gouvernement a fait cadeau à ses petits copains en général et aux sociétés Maislin et Canadair en particulier. Mieux vaudrait peut-être que je mentionne aussi les 21 millions de dollars que, selon les estimations, va nous coûter la Commission royale Macdonald chargée d'enquêter sur la situation économique. Ce sera vraisemblablement la commission royale d'enquête la plus dispendieuse de toute notre histoire. Ce qui est particulièrement honteux, c'est que cette commission royale d'enquête est tout à fait inutile. Elle ne fait tout simplement que refaire le travail qu'effectue chaque mois le Conseil économique du Canada. Les députés d'en face nous demandent parfois dans quels secteurs nous réduirions les dépenses. Eh bien, en voilà une de 21 millions que l'on pourrait supprimer immédiatement sans nuire le moins du monde aux prévisions économiques du Canada.

● (1530)

Que dire des quais et des ports de la région de l'Atlantique? Ils sont pour la plupart dans un état si pitoyable qu'il faudra beaucoup plus que les crédits prévus par le Programme spécial de relance du budget d'avril pour moderniser, rénover et rendre utilisables les ports dont dépendent nos localités. Le travail n'est pas terminé, Votre Honneur. Il a à peine débuté. Or le budget à l'étude ne tient aucun compte de cet élément important de la société et du patrimoine canadiens comme s'il n'existait même pas. Il est impérieux de faire des travaux de dragage, et certains de nos ports en ont désespérément besoin. Je me réjouis de voir à la Chambre l'actuel ministre des Travaux publics (M. LeBlanc), qui était auparavant ministre des Pêches. S'il se donne la peine de consulter ses dossiers des trois ou quatre dernières années, il verra bien que je l'ai imploré de veiller à faire draguer le port de Lunenburg de sorte que nos navires, nos chalutiers, ne grattent plus le fond à mi-marée. Depuis 1968, soit l'année où on a pour la dernière fois fait le dragage du port de Liverpool sous le gouvernement Diefenbaker, je multiplie vainement les instances pour qu'on le drague à nouveau. Ce sont des travaux nécessaires pourtant, des travaux qui créeraient des emplois permanents car ils permettraient de moderniser l'infrastructure portuaire. Mais on n'a encore rien fait et je n'ai rien vu dans le budget qui laisse croire que le gouvernement s'apprête à faire effectuer ces travaux.

Lorsque nous avons débattu le C-170, le gouvernement, tout en prétendant réorganiser la pêche, déclarait à qui voulait l'entendre qu'il avait l'intention de remettre ce secteur entre les mains de l'entreprise privée. Nous nous attendions donc, de ce côté-ci de la Chambre, à entendre le gouvernement nous parler, lors de l'exposé budgétaire, du rôle qu'il entendait jouer